



E-Government Schweiz-Suisse-Svizzera, lettre d'information 3/2017

Mesdames, Messieurs,

La présente lettre d'information aborde les thèmes qui suivent :

- Lancement d'une étude nationale sur la cyberadministration
- Résultats de l'enquête auprès des lecteurs de notre lettre d'information
- Petit film sur le projet «Fédération suisse d'identités»
- Une plateforme pour toutes les questions juridiques liées à la cyberadministration
- Vote électronique: reprise des essais en Argovie et à Saint-Gall
- Tout savoir sur le système politique suisse en un clic grâce au nouveau service ch.ch/democratie
- Les normes sont d'une importance capitale pour la cyberadministration
- Refonte de Lindas-data.ch
- Le canton du Zoug gagne un prix de la cyberadministration à Berlin
- Le canton de Genève devient membre de digitalswitzerland et Genève Lab rejoint réseau européen des Living Labs
- Le canton de Zurich: plateforme cantonale des données relatives aux habitants et lancement de la phase pilote du projet «Annonces de départ au service des impôts»
- En 2017, la Suisse est à nouveau championne du monde de l'innovation
- Un portail collectif jette les bases des prestations administratives en ligne
- Manifestations à ne pas manquer

E-Government Suisse

Lancement d'une étude nationale sur la cyberadministration

La direction opérationnelle de la cyberadministration suisse lance, en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), une nouvelle série d'études sur l'étendue et l'utilisation des services administratifs en ligne. Dans ce contexte, un sondage représentatif sera mené auprès de la population, des milieux économiques et des autorités. L'étude nationale sur la cyberadministration sera le principal instrument de suivi de la direction opérationnelle. Elle remplacera les trois études qui étaient menées jusqu'à présent auprès de la population, des milieux économiques et des autorités ainsi que la carte nationale de la cyberadministration suisse. Cette dernière sera mise hors service fin 2017.

Vous trouverez de plus amples informations sur le [site web](#) et dans le [communiqué de presse](#) de la direction opérationnelle.

Résultats de l'enquête auprès des lecteurs de notre lettre d'information

Dans la lettre d'information de février 2017, nous avons demandé aux personnes abonnées de répondre à diverses questions au sujet de notre lettre d'information. Au total, 68 lecteurs ont participé à notre enquête. Près de la moitié d'entre eux sont abonnés à la lettre d'information depuis plus de trois ans et la lisent par intérêt professionnel. 60% jugent la pertinence de la lettre d'information bonne, 30% la trouvent très bonne. La longueur et la fréquence de parution conviennent à près des trois quarts des personnes ayant répondu à l'enquête, soit un peu plus de 60%.

La nouvelle lettre d'information, dont le lancement aura vraisemblablement lieu au premier trimestre 2018, tiendra compte des résultats de cette enquête et des avis reçus sur la qualité.

Plan stratégique

Petit film sur le projet «Fédération suisse d'identités»

La fédération suisse d'identités (FSI) est un projet du plan stratégique 2016-2019 de la cyberadministration suisse, actuellement en phase de réalisation. Pour expliquer les avantages de la FSI et présenter son fonctionnement en images, le SECO a choisi de produire un petit film, disponible en libre accès sur Youtube. [Cliquez sur le lien](#) pour regarder la vidéo et apprendre à mieux connaître les tâches et avantages de la FSI.

Une plateforme pour toutes les questions juridiques liées à la cyberadministration

La prestation stratégique «Coordination pour les questions juridiques relatives à la cyberadministration» (PreS4), récemment intégrée au plan stratégique 2017-2019, vise à faciliter le transfert de connaissances dans le domaine juridique et à aider les collectivités dans le traitement des questions juridiques. L'association eJustice.CH est responsable de cette prestation.

La plateforme pour les questions juridiques liées à l'administration, développée dans le cadre du plan d'action de la cyberadministration, donne un premier aperçu du sujet et rend les notions juridiques plus accessibles. Vous pouvez accéder à la plateforme réaménagée et actualisée à l'adresse suivante: www.egovernment.ch/droit.

Vote électronique: reprise des essais en Argovie et à Saint-Gall

Les cantons de Saint-Gall et d'Argovie proposeront à nouveau à leurs électeurs suisses de l'étranger de recourir au vote électronique à partir du scrutin fédéral du 24 septembre 2017. Par ailleurs, le canton de Saint-Gall intégrera aux essais, à partir de septembre 2017, les électeurs suisses de cinq communes pilotes. Les électeurs suisses de certaines communes du canton d'Argovie pourront également voter électroniquement à partir de début 2019. Lors de sa séance du 28 juin 2017, le Conseil fédéral a autorisé l'utilisation du vote électronique dans les deux cantons pour la période allant de 2017 à 2019.

Les cantons de Saint-Gall et d'Argovie ont déjà expérimenté le vote électronique par le passé, dans le cadre du consortium «Vote électronique» (2010-2015). Les deux cantons ont, à l'issue d'un appel d'offres, choisi de mener ces nouveaux essais avec le système mis au point par le canton de Genève. À compter de septembre 2017, ce seront huit cantons qui proposeront le vote électronique. Rendez-vous sur www.egovernment.ch/vote-electronique pour obtenir un aperçu de l'avancement du projet.

Le système politique suisse en un seul clic grâce à la nouvelle offre ch.ch/democratie

Le portail ch.ch enrichit ses informations sur le fonctionnement du système politique suisse grâce à ch.ch/democratie. Disponible en cinq langues (IT, FR, DE, RM et EN), la nouvelle offre vise notamment à regrouper en un seul lieu les informations autour de la démocratie et du système politique suisse, les rendre plus accessibles aux citoyens et leur faciliter l'exercice et la compréhension de leurs droits politiques. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur <https://www.ch.ch/fr/democratie/>.

Normalisation

Les normes sont d'une importance capitale pour la cyberadministration

Dans une [vidéo](#), Cédric Roy, chef de la direction opérationnelle de la cyberadministration suisse, explique pourquoi les normes jouent un rôle clé pour la cyberadministration en Suisse. Lukas Steudler, de l'état-major de la cyberadministration du canton de Zurich, a démontré que les normes eCH sont importantes dans les projets de l'association eCH lors de l'assemblée générale de celle-ci. Cet [article](#) donne davantage de précisions sur ce sujet en prenant pour exemple l'eDéménagement.

Plusieurs postes ont par ailleurs été repourvus lors de l'assemblée générale de l'association eCH: Andreas Spichiger, de la Haute école spécialisée bernoise, et Thomas Reitze, de IBM Suisse, ont rejoint le comité directeur; Christian Dolf, de CSP AG, est le nouveau président du comité d'experts et Patrizio Collovà, de la Haute école spécialisée bernoise, a intégré ce comité.

Pour plus d'informations sur l'association eCH, rendez-vous à l'adresse www.ech.ch.

Nouvelles de la Confédération, des cantons et des communes

Le Canton du Zoug gagne un prix de la cyberadministration à Berlin

Grâce à son projet «Compte utilisateur ZUGLOGIN», l'office de l'informatique et de l'organisation (AIO) du Canton du Zoug décroche la médaille d'argent dans la catégorie «Meilleur projet d'infrastructure» lors du 16e concours de la cyberadministration. Depuis de nombreuses années, ce concours est le baromètre reconnu des activités de cyberadministration des autorités en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué de presse](#).

Refonte de Lindas-data.ch

Début 2017, les Archives fédérales suisses ont repris les rênes du projet Lindas du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Au moyen du prototype «[Linked Data Service – LINDAS](#)», les autorités suisses peuvent mettre leurs données à disposition sous forme de données liées (Linked Data). Après avoir été remanié, LINDAS est désormais stable. En parallèle, les Archives fédérales suisses mènent un projet visant à poursuivre le développement de ce service.

Canton de Genève

- **Genève Lab rejoint le réseau européen des Living Labs** : En octobre 2016, le conseiller d'État Pierre Maudet, responsable du département de la sécurité et de l'économie, lançait officiellement [Genève Lab](#) pour mission d'accompagner l'administration cantonale genevoise dans sa transition numérique. Ce Living Lab vise à concevoir des solutions innovantes avec les citoyens et les entreprises du canton en s'appuyant sur la richesse de son écosystème. Genève Lab a reçu une réponse positive à sa demande d'adhésion au réseau européen des [Living Labs](#) (ENoLL), ce qui favorisera les échanges et les retours d'expérience avec près de 400 membres de ce réseau.
- **Le canton de Genève devient membre de digitalswitzerland** : En adhérant à l'initiative de [digitalswitzerland](#), Genève affirme sa volonté de participer activement à la transformation numérique portée au niveau national. Responsable des questions économiques et numériques au sein du Conseil d'Etat, Pierre Maudet intègre l'instance dirigeante (steering committee) de digitalswitzerland. La transformation numérique est inscrite au cœur des priorités du canton.

Canton de Zurich

- **Lancement de la phase pilote du projet «Annonces de départ au service des impôts» dans le canton de Zurich** : Le projet «[Annonces de départ au service des impôts \(canton de ZH\)](#)» entre dans sa phase de test. À partir du 1er juin 2017, les communes pilotes recevront les annonces de départ par voie électronique; celles provenant d'autres cantons seront aussi transmises aux communes zurichoises. Si le bilan de la phase pilote est positif, ce système sera introduit dans les communes à partir du 1er août 2017.
- **Plateforme cantonale des données relatives aux habitants** : Après «eDéménagement ZH» et le projet concernant les demandes de permis de construire en ligne, [la plateforme cantonale des données relatives aux habitants](#) est le troisième projet à prendre corps grâce à la collaboration entre le canton et les communes membres du réseau «egovpartner». Au fil des mois à venir, l'office des communes, rattaché à la direction de la justice et de l'intérieur, se chargera en collaboration avec les communes d'entrer les premières données dans la plateforme.

International

En 2017, la Suisse est à nouveau championne du monde de l'innovation

Les auteurs du rapport sur l'indice mondial de l'innovation 2017 ont élevé la Suisse à la première place du

classement pour la septième fois consécutive. Environ 130 pays sont évalués sur la base des conditions qu'ils offrent pour favoriser l'innovation ainsi que sur les créations qui découlent de ces innovations. La Suisse est particulièrement forte dans le domaine des créations et de la transmission du savoir. En revanche, elle a des lacunes dans celui des services en ligne fournis par le gouvernement et dans les conditions cadres favorisant la création d'entreprises.

Le rapport se trouve dans son intégralité sous www.globalinnovationindex.org.

Allemagne : Un portail collectif jette les bases des prestations administratives en ligne

Dans le cadre de la refonte des relations financières entre l'État fédéral et les Länder, celui-ci est chargé de créer un portail collectif facilitant l'accès à ses prestations administratives et à celles des Länder et des communes.

Le législateur a lancé d'importants travaux dans le domaine de la cyberadministration dans le cadre de la modification de la Constitution. En l'espace de cinq ans, le nouveau gouvernement fédéral devra donc mettre en ligne autant de prestations administratives que possible.

L'article se trouve dans son intégralité sous www.egovernment-computing.de.

Manifestations à ne pas manquer

11e symposium national eGovernment, Berne

La question de la gestion des données est centrale pour la transformation numérique de l'administration. Outre les conditions-cadres juridiques, les contenus et la convivialité des offres sont particulièrement importants pour la réussite de l'eGovernment. Il s'agit de tenir compte des besoins de la population et des milieux économiques, de rendre les activités de gestion transparentes, tout en garantissant la protection des données et la sécurité de l'information. Comment concilier ces impératifs? Comment se présente la gestion de données orientée vers l'utilisateur dans la pratique? Quels rôles peuvent jouer les nouvelles technologies dans le traitement des données et comment l'administration peut-elle faire face aux cyberrisques actuels? Les conférencières et conférenciers traiteront ces questions et bien d'autres lors de notre symposium national eGovernment annuel. Vous trouverez de plus amples informations et le formulaire d'inscription sous www.egovernment-symposium.ch.

Agenda

- 20 septembre 2017, [Soirée eCH](#), Berne
- 13 novembre 2017, [11e symposium national eGovernment](#), Berne
- 20 novembre 2017, Conférence «[Suisse numérique](#)», Bienne
- 21 novembre 2017, [National Digital Day](#), de nombreux événements sont prévus dans toute la Suisse

Direction opérationnelle E-Government Suisse

Unité de pilotage informatique de la Confédération UPIC, Schwarztorstrasse 59, CH-3003 Berne
info@egovernment.ch, www.egovernment.ch, Tél. +41 (0)31 324 79 21, Fax. +41 (0)31 322 45 66

